



Hôpital Belnay
627 AVENUE Henri et Suzanne
Vitrier
71700 TOURNUS

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE

Procédure avec négociation

**Mission de Maitrise d'Œuvre relative à la restructuration
du bâtiment Unité de Soins Normalisés de l'Hôpital
Belnay à Tournus avec amélioration de la performance
énergétique et environnementale**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Procédure avec négociation, conformément aux articles L 2124-3, R 2124-3, R 2131-16 à 18, R 2161-12 à 20, R 2172-1 à 6 du code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITION GÉNÉRALES	4
1.1.	OBJET DU MARCHÉ ET NATURE JURIDIQUE	4
1.2.	DEFINITIONS	4
1.3.	PARTIES CONTRACTANTES	4
1.4.	ÉLÉMENTS DE MISSIONS	5
1.5.	ALLOTISSEMENT	5
1.6.	TRANCHES OPTIONNELLES	5
1.7.	PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES	6
1.8.	REPRÉSENTATION DES PARTIES	6
1.9.	INTERVENANTS	6
1.9.1.	<i>Assistance à maîtrise d'ouvrage</i>	6
1.9.2.	<i>Contrôle technique</i>	6
1.9.3.	<i>Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs</i>	7
1.9.4.	<i>Mission OPC</i>	7
1.9.5.	<i>Mission de coordination SSI</i>	7
ARTICLE 2.	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
ARTICLE 3.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	9
3.1.	DURÉE DU MARCHÉ	9
3.2.	DÉLAIS D'EXÉCUTION	9
3.2.1.	<i>Point de départ des délais d'exécution des différentes phases</i>	9
3.2.2.	<i>Autres délais</i>	10
3.3.	PROLONGATION DU DÉLAIS D'EXÉCUTION	11
ARTICLE 4.	SOUS-TRAITANCE	12
4.1.	OBLIGATION DU TITULAIRE	12
4.2.	MODALITÉS D'ACCEPTATION DU SOUS-TRAITANT	12
4.3.	MODALITÉS RELATIVES AU PAIEMENT DIRECT DU SOUS-TRAITANT	14
ARTICLE 5.	MODALITÉ DE RÉALISATION DES PRESTATIONS	15
5.1.	COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	15
5.2.	PRÉSENTATION ET VÉRIFICATION DES PRESTATIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE	15
5.2.1.	<i>Format et support pour la remise des études</i>	15
5.2.2.	<i>Vérification des prestations d'études</i>	16
5.3.	RELATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	17
5.4.	MODALITÉS DE RÉALISATION DE LA DIRECTION DE L'EXÉCUTION DES MARCHÉS DE TRAVAUX	18
5.4.1.	<i>Ordre de service</i>	18
5.4.2.	<i>Suivi de l'exécution des travaux</i>	18
5.4.3.	<i>Vérifications des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs</i>	18
5.4.4.	<i>Vérifications du projet de décompte final de l'entrepreneur</i>	19
ARTICLE 6.	OBLIGATION DU TITULAIRE	20
6.1.	DÉVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL	20
6.2.	MISSION DU MANDATAIRE DU GROUPEMENT	20
6.3.	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	21
6.4.	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE	21
6.5.	ASSURANCES	22
6.6.	PRÉVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTÉRÊTS ET DE CORRUPTION	23
6.7.	RÉPARATION DES DOMMAGES	23
ARTICLE 7.	MODIFICATION DU MARCHÉ- CLAUSE DE REEXAMEN	24
7.1.	MODIFICATIONS NON SUBSTANTIELLES	24

7.2.	CLAUSES DE REEXAMEN	24
7.3.	AUTRES CAS DE REEXAMEN	26
ARTICLE 8.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	27
8.1.	PRIX DU CONTRAT	27
8.1.1.	<i>Forme du prix</i>	27
8.1.2.	<i>Contenu du prix</i>	27
8.1.3.	<i>Enveloppe prévisionnelle et Coût prévisionnel des travaux.....</i>	27
8.1.4.	<i>Coûts de référence.....</i>	27
8.1.5.	<i>Forfait de rémunération</i>	28
8.1.6.	<i>Modalités de révisions des prix</i>	29
8.2.	CONDITIONS DE PAIEMENT	30
8.2.1.	<i>Généralités relatives aux règlement du titulaire.....</i>	30
8.2.2.	<i>Modalités de règlements.....</i>	31
ARTICLE 9.	NATISSEMENT OU CESSIION DE CREANCE	38
ARTICLE 10.	PENALITES	39
10.1.	PENALITES SUR LES DOCUMENTS D'ETUDES	39
10.2.	PENALITES POUR LA PHASE TRAVAUX	39
ARTICLE 11.	FIN DU CONTRAT	42
11.1.	ACHEVEMENT DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE	42
11.2.	ARRET DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE	42
11.3.	RESILIATION.....	42
11.4.	UTILISATION DES RESULTATS	42
ARTICLE 12.	CONFIDENTIALITE – RGPD	43
ARTICLE 13.	LITIGES ET DIFFERENDS	44
13.1.	REGLEMENT DES DIFFERENDS	44
13.2.	REGLEMENT DES LITIGES.....	44
ARTICLE 14.	DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	45

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE ET DISPOSITION GENERALES

1.1. Objet du marché et nature juridique

La présente consultation concerne un marché relatif à une mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux de restructuration et de réhabilitation du bâtiment d'Unité de Soins Normalisés de l'hôpital Belney sis 627 AVENUE Henri et Suzanne Vitrier - 71700 TOURNUS.

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières est passé conformément aux dispositions L 2124-3, R 2124-3, R 2131-16 à 18, R 2161-12 à 20, R 2172-1 à 6 du code de la commande publique.

Le titulaire s'engage à exécuter l'ensemble des prestations objet du présent marché et à respecter l'ensemble de la réglementation y afférent.

Lieu d'exécution : 627 AVENUE Henri et Suzanne Vitrier - 71700 TOURNUS.

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment « bâtiment en réhabilitation »

1.2. Définitions

Contrat :	Le contrat fait référence au CCAG Maîtrise d'œuvre du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
Acheteur	L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.
Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur en tant que maître d'œuvre. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques

1.3. Parties contractantes

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur : Hôpital de Belnay, représentée par Madame Ségolène LAMOTTE qui assure la maîtrise d'ouvrage.

Adresse et coordonnées :

627 AVENUE Henri et Suzanne Vitrier - 71700 TOURNUS.

Courriel via : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Site internet : <https://www.ch-tournus.fr/>

1.4. Eléments de missions

Le présent contrat est soumis au livre IV du Code de la commande publique (partie réglementaire et partie législative) relatif aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre.

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure aux articles R2431-1 à R2431-37 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'une mission de maîtrise d'œuvre assortie de missions complémentaires :

Mission de base :

- Avant-projet sommaire (APS) ;
- Avant-projet définitif (APD) ;
- Etudes de projet (PRO) / ACT (DCE) ;
- ACT (Consultation des entreprises) ;
- Etude d'Exécution (EXE) et de Synthèse ;
- Direction de l'Exécution des Travaux (DET) ;
- Assistance aux Opérations de réception (AOR) ;
- Garantie de Parfait Achèvement (GPA).

Missions complémentaires

- Diagnostic (DIAG) ;
- Diagnostic PEMD ;
- Coordination SSI ;
- Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) ;
- Simulation Energétique Dynamique (SED) y compris Simulation Thermique Dynamique (STD) et note calcul des consommations d'énergie des process et des usages spécifiques;
- Calcul de Facteur de Lumière jour ;
- Calcul thermique réglementaire THCE-ex.

1.5. Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

1.6. Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches et les variantes ne sont pas autorisées.

1.7. Prestations supplémentaires

Le maître d'ouvrage pourra demander au maître d'œuvre d'exécuter des prestations supplémentaires à celles prévues au moment de la passation du marché et devenues nécessaires en cours d'exécution du marché conformément à l'article 14 du CCAG MOE.

1.8. Représentation des parties

Les personnes représentantes du titulaire sont désignées aux articles 2 et 7 de l'acte d'engagement au moment de la passation du marché.

Le maître d'œuvre s'engage, dans la limite du droit des salariés à la démission et du cas de force majeure, à maintenir ces personnes dans leur rôle pendant toute la durée du marché.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage conserve la faculté de récuser en cours d'exécution de la mission toute personne physique dont la valeur des prestations, le comportement ou la probité ne seraient pas jugés par lui compatibles avec le bon déroulement de l'opération.

En cas de changement d'un salarié ou de récusation par le maître d'ouvrage, il sera fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG MOE.

1.9. Intervenants

1.9.1. Assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est réalisée par :

Mr Mickael GROSJEAN



1 Avenue de Verdun,
Centre d'affaire PONT Jean Richard
Bâtiment LB3
71100 Chalon Sur Saône

1.9.2. Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé, dont la mission sera attribuée ultérieurement.

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le Maître d'Ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

Il appartient au maître d'œuvre de proposer au maître d'ouvrage toutes les modifications du projet rendues nécessaires par les avis du contrôleur technique et de les mettre en œuvre aussi bien au stade des études que des travaux, sans rémunération complémentaire.

Le maître d'œuvre sera en constante relation étroite avec le contrôleur technique et il organisera toutes les réunions nécessaires (Visio, téléphone et présentiel) avec celui-ci pour répondre aux avis techniques et trouver les solutions adéquates.

1.9.3. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un coordonnateur en matière de sécurité et de la protection de la santé des travailleurs.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement.

Le Maître d'œuvre devra collaborer avec le coordonnateur SPS afin de suivre les principes généraux de prévention définis à l'article L.4121-2 du Code du Travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Maître d'œuvre en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désignés dans le présent CCAP sous le nom de coordonnateur SPS.

Le maître d'œuvre doit tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du coordonnateur SPS, que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études, que lors de la réalisation de l'ouvrage. Il appartient au maître d'œuvre de proposer au maître d'ouvrage toutes les modifications du projet rendues nécessaires par les avis du coordonnateur SPS et de les mettre en œuvre aussi bien au stade des études que des travaux, sans rémunération complémentaire.

Le maître d'œuvre sera en constante relation étroite avec le coordonnateur SPS et il organisera toutes les réunions nécessaires (Visio, téléphone et présentiel) avec celui-ci pour répondre aux observations et trouver les solutions adéquates.

1.9.4. Mission OPC

La mission d'OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination) est confiée au titulaire.

1.9.5. Mission de coordination SSI

La mission de coordination SSI est confiée au titulaire.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- Le programme de l'opération et ses annexes:
 - Tome 1 : Programme fonctionnel ;
 - Tome 2 : Etat des lieux technique et environnemental ;
 - Tome 3 : Programme technique détaillé ;
 - Tome 4 : Fiches par locaux.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG MOE) des marchés publics de Maitrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JO du 1er avril), dans sa version en vigueur à la signature du présent marché et sous réserve des dérogations apportées par le présent CCAP ;
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;
- Le CCTG (cahier des clauses techniques générales) applicable aux marchés publics de travaux, sous réserve des dérogations apportées par le CCTP ;
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JO du 1er avril), précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux sauf dérogations éventuelles énoncées dans le CCAP des marchés de travaux qui se substitueraient alors aux dispositions de ce CCAG ;
- L'offre technique du titulaire, et éventuelles autres pièces de l'offre du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les normes, DTU, avis techniques applicables aux prestations de l'opération en vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres.

ARTICLE 3. DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION

3.1. Durée du marché

Le marché est valable à compter de la notification jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.
La durée du marché est de :

- 11 mois de la date de notification prévisionnelle au 21/07/2025 pour la phase conception regroupant les éléments de mission DIA + AVP + PRO + EXE et Missions complémentaires + ACT
- De 13 mois pour la phase travaux comprenant DET+ OPC+ AOR
- + 12 mois de Garantie de Parfait achèvement.

Les études objets du présent marché ne pourront commencer à être exécutées par le titulaire qu'à compter de la notification du marché.

Le démarrage des travaux devra intervenir **fin juin 2026** . La fin des travaux est prévue au **31/07/2027**

3.2. Délais d'Exécution

Le délai d'exécution de chaque élément de mission est fixé comme suit :

Eléments de Contrats	Délais d'exécution	Délais d'approbation par le Maître d'Ouvrage
Diagnostic (DIAG)	4 semaines	2 semaines
Avant-projet sommaire (APS)	4 semaines	2semaines
Avant-projet définitif (APD)	6 semaines	3 semaines
Etudes de projet (PRO)	6 semaines	3semaines
ACT (y compris DCE)	14 semaines	2 semaines
DET	12 mois	/
AOR - DOE	1 mois	/
GPA	12 mois à compter de la date de réception des travaux	/
OPC	Etudes + durée des travaux	/
SSI	Etudes + durée des travaux	/

3.2.1. Point de départ des délais d'exécution des différentes phases

Par dérogation à l'article 15 du CCAG MOE, le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er élément : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de la notification du marché ;
- **APS, APD, PRO** : date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de la validation du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération ;

- **Dossiers de demande du permis de construire et/ ou autres autorisations administratives associées** : date de la notification de la décision de réception, avec réfaction ou de réception avec réserves de l'APD, ou d'un ordre de service ultérieur si la décision le prévoit ;
- **ACT analyses des candidatures puis des offres** : à compter de leur mise à disposition du maître d'œuvre ;
- **ACT négociation des marchés** : à compter de la décision de procéder à des négociations ;
- **ACT mise au point des marchés** : à compter de la décision d'attribution des marchés ;
- **Décomptes mensuels des marchés de travaux** : Le maître d'œuvre doit vérifier le projet de décompte mensuel de l'entrepreneur et établir l'état d'acompte de telle sorte qu'il soit reçu par le maître d'ouvrage ou son représentant au plus tard **5 jours ouvrés** à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte ou du récépissé de remise.
- **Décompte général des marchés de travaux** : Le maître d'œuvre doit établir le décompte général de l'entrepreneur de telle sorte qu'il soit reçu par le maître d'ouvrage ou son représentant **au plus tard 5 jours ouvrés** à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte final ou du récépissé de remise.
- **Mémoires de réclamation** : Le délai d'instruction des mémoires de réclamation par le maître d'œuvre est de 20 jours ouvrés à compter de la date à laquelle il les a reçus.
- **Ordres de services** : Le délai d'établissement des ordres de service aux entrepreneurs est de 5 jours ouvrés à compter de la disponibilité des éléments et décisions préalables nécessaires.
- Le délai de notification des ordres de service modifiant les prestations d'un marché de travaux est de 5 jours ouvrés à compter de la réception du visa du maître d'ouvrage.

3.2.2. Autres délais

- **Sous-traitance** : Le maître d'œuvre doit formuler un avis motivé sur toute demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement d'un sous-traitant présentée en cours d'exécution du ou des marchés de travaux dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception du dossier de demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement.
- **Etudes complémentaires** : Le maître d'œuvre doit effectuer et transmettre une étude complète portant sur une modification mineure du projet et sur ses incidences techniques et financières dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la demande du maître d'ouvrage ou son représentant pour la production de la fiche de travaux modificatifs.
- Le maître d'œuvre doit répondre à une question d'un entrepreneur qui conditionne l'avancement des études d'exécution ou des travaux dans un délai de 5 jours ouvrés suivant la réception de cette question.
- **DOE et DIUO** : Le maître d'œuvre doit constituer et analyser le DOE dans un délai de 1 mois à compter de la remise des éléments par chaque entrepreneur.

Le maître d'œuvre doit fournir son avis sur le DIUO dans un délai de 2 semaines à compter de sa remise par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

- **Garantie de parfait achèvement** : Le maître d'œuvre doit adresser au maître d'ouvrage ou son représentant un état constatant qu'il a été remédié par le ou les titulaires du ou des contrats de travaux aux réserves dont était assortie la décision de réception dans un délai de 15 jours ouvrés suivant l'expiration du délai dont disposait l'entreprise pour y remédier.

En ce qui concerne les désordres apparus postérieurement à la réception, le maître d'œuvre devra :

- Dresser un constat assorti de son avis et saisir l'entreprise dans un délai de 2 jours ouvrés à compter du signalement du désordre ;
- Informer le maître d'ouvrage ou son représentant de l'état de résolution des désordres dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de l'expiration du délai laissé à l'entreprise pour y remédier.

3.3. Prolongation du délais d'exécution

En cas de prolongation de plus de 10% de la durée du chantier pour des motifs ne relevant pas de la responsabilité du titulaire, les parties se rapprochent pour déterminer si ce retard ouvre droit à rémunération complémentaire, conformément à l'article 15.3.5 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 4. SOUS-TRAITANCE

Le maître d'œuvre, architecte, ne peut donner en sous-traitance le projet architectural visé par la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977 qui « définit par des plans et documents écrits, l'implantation des bâtiments, leur composition, leur organisation et l'expression de leur volume ainsi que le choix des matériaux et des couleurs » (article 3 alinéa 2 de la loi du 3 janvier 1977 modifiée).

Les autres missions peuvent alors être sous-traitées, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions fixées au chapitre II du Titre IV relatif à l'exécution du marché public du décret relatif aux marchés publics, ainsi que la loi du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-MOE.

4.1. Obligation du titulaire

Si le titulaire du présent marché envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, il devra en faire la demande au représentant du pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions des articles R2193- 1 à R2193-4 du code de la commande publique.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. La sous-traitance de certaines parties du marché est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'hôpital de Belnay et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

4.2. Modalités d'acceptation du sous-traitant

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre le soumissionnaire fournit à l'acheteur une déclaration (cf. le formulaire DC4) mentionnant :

- 1° La nature des prestations sous-traitées ;
- 2° Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- 3° Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- 4° Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- 5° Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au code de la commande publique (cf. les articles L2141- 1 et suivants).

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Une déclaration sur l'honneur indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de cas d'exclusions prévus aux articles L. 2141-1 à L.2141-5 ou L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la Commande Publique ;
- Une déclaration sur l'honneur qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail ;
- La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire, en application de l'article R. 2143-9 du Code de la Commande Publique ;
- La preuve d'une assurance pour les risques professionnels ou une déclaration appropriée de banques ;
- L'ensemble des pièces administratives (DC2, Kbis, Attestations fiscales et sociales, moyens humains, moyens matériels, références).

Conformément à l'article 30.1 du CCAG MOE, toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-22 du code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R2191-3 à R2191-31 s'appliquent à l'accord-cadre, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré, le cas échéant, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Que cela soit dans le cas 1° ou dans le cas 2°, si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre, outre les pièces mentionnées ci-avant, une déclaration signée du sous-traitant comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°.....ayant pour objet.....

Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement seront libellées et adressées selon les modalités prévues aux articles R2193-11 et R2193-14 du code de la commande publique.

Libellés en euros, les prix resteront inchangés en cas de variation de change ; Toutes les correspondances que je pourrais adresser à l'organisme seront rédigées en français. »

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties (cf. le formulaire DC4). Les éléments à faire figurer dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

En tout état de cause, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser le sous-traitant si les garanties présentées n'apparaissent pas suffisantes notamment pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité

et de confidentialité mentionnées au 6° de l'article 4 et à l'article 121 de la loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation de la sous-traitance par le pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à conclure avec son sous-traitant un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent accord-cadre en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer au pouvoir adjudicateur.

4.3. Modalités relatives au paiement direct du sous-traitant

Conformément aux dispositions de l'article R2193-10 du code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros toutes taxes comprises, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le paiement direct est obligatoire même si le titulaire du marché est en état de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde.

La demande de paiement direct adressée au titulaire et à l'acheteur est libellée au nom du pouvoir adjudicateur. Les factures en revanche doivent être libellées au nom du titulaire du marché public qui est le seul responsable de la bonne exécution des prestations à l'égard de l'acheteur.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur. Passé ce délai, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées ci-avant ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur, accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant et informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours calendaires. Le délai de paiement du sous-traitant ouvrant droit à paiement direct court à compter de la plus tardive des formalités suivantes :

- La réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord exprès du titulaire concernant la demande de paiement du sous-traitant ou de son accord tacite, si dans le délai de 15 jours calendaires qui lui est imparti, il n'a pas formellement opposé son refus au paiement direct ;
- La réception par l'acheteur de la copie de la facture adressée au titulaire et de l'accusé de réception attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement du sous-traitant.

ARTICLE 5. MODALITE DE REALISATION DES PRESTATIONS

5.1. Communication entre les parties

Par dérogation à article 3.1 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage prévoit, pour les notifications au titulaire de ses décisions, observations ou informations, d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et, le cas échéant, l'heure de leur réception :

- Profil de l'acheteur ;
- Remise contre récépissé daté ;
- Par lettre recommandée avec accusé de réception postal ;
- Par échange dématérialisé ou support électronique.

Les notifications sont faites, le cas échéant, à l'adresse postale ou dématérialisée du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

En outre, les demandes formulées oralement au titulaire et faisant courir un délai sont réputées prendre effet immédiatement, sous réserve de faire l'objet d'une confirmation écrite, le cas échéant par voie de compte-rendu.

5.2. Présentation et vérification des prestations de maîtrise d'œuvre

5.2.1. Format et support pour la remise des études

Le maître d'œuvre avise par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui sont présentés.

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception dans les conditions prévues à l'article 20 du CCAG Maitrise d'œuvre 2021.

Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Phase	Support	Nombre d'exemplaires
Diagnostic	Format informatique	Numérique seulement
Avant-Projet Sommaire	Format informatique	Numérique seulement
Avant-Projet Définitif	Format informatique	Numérique seulement
Permis de démolir / Permis de Construire / Déclaration Préalable de travaux	Papier+ Format informatique	Règlementaire
Études de Projet	Format informatique	Numérique seulement
Assistance pour la passation des contrats de travaux (DCE)	Format informatique	Numérique seulement
Assistance pour la passation des contrats de travaux (Analyse candidatures et offres)	Format informatique	Numérique seulement

Assistance pour la passation des contrats de travaux (dossier marché)	Format informatique	Numérique seulement
Études d'exécution intégrales	Format informatique	Numérique seulement
Coordination des systèmes de sécurité incendie	Format informatique	Numérique seulement
Assistance lors des opérations de réception + DOE	Format informatique	Numérique seulement

Support dématérialisé - Formats : Adobe AR (.pdf), Word (.doc), Excel (.xls), Autocad (dwg).

5.2.2. Vérification des prestations d'études

En application de l'article 20.2 du CCAG MOE, la décision par le maître d'ouvrage d'admission en l'état ou avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 2 mois.

Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée par écrit au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 du CCAG MOE.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose d'un délai de 2 mois pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés.

Toutefois, à l'article 21.1 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage pourra également prononcer une décision de «réception avec observations» s'il estime que les observations qu'il émet sont susceptibles d'être prises en compte dans le cadre de la phase d'étude ultérieure.

Par dérogation à l'article 21.2 du CCAG MOE, la décision d'ajournement concernant la réception des prestations pourra inviter le titulaire à présenter les prestations mises au point dans un délai inférieur à 20 jours.

Le maître de l'ouvrage examine et donne son accord sur chaque dossier d'étude.

Si son acceptation est assortie d'observations et de remarques, le maître d'œuvre doit :

- tenir compte de ces observations dans l'élaboration du projet, lorsqu'il s'agit du dossier d'études d'avant-projet,
- à l'issue de chaque phase de l'APS à la phase ACT, le maître d'ouvrage transmettra ses remarques et observations à l'équipe de Maîtrise d'œuvre qui aura à charge de les intégrer :
- soit à la phase suivante lorsque celles-ci sont assorties d'un avis de lancement de la phase suivante,
- soit, sans avis de lancement de la phase suivante, dans une version mise à jour du dossier dans un délai de 15 jours ouvrés.
- remettre dans un délai de 30 jours ouvrables les dossiers rectifiés pour le dossier de consultation des entreprises comprenant les études de projet et d'exécution. En cas de non-respect de ce délai, les pénalités déterminées en paragraphe Article 10 seront appliquées.

En phase APS au plus tard et au besoin, l'Architecte des Bâtiments de France sera consulté pour un avis préalable sur le projet. Si cette consultation est assortie d'observations et de remarques, celles-ci devront être intégrées (selon leur nature) :

- soit à la phase suivante lorsque celles-ci sont assorties d'un avis de lancement de la phase suivante par le MOA,
- soit, sans avis de lancement de la phase suivante, dans une version mise à jour du dossier dans un délai de 15 jours ouvrés.

5.3. Relation avec le coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le coordonnateur SPS a libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux avant-projet(s), projet(s) et études d'exécution ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- le calendrier détaillé d'exécution.

Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée d'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur SPS et intègre, le cas échéant, son avis dans le rapport d'analyse des offres.

Le maître d'œuvre prend connaissance de toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC).

5.4. Modalités de réalisation de la direction de l'exécution des marchés de travaux

5.4.1. Ordre de service

Dans le cadre de l'élément de mission direction de l'exécution des travaux (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination du titulaire.

Les ordres de service (OS) doivent être écrits, signés, datés et numérotés et adressés à l'opérateur économique concerné dans un délai de 5 jours à compter de l'évènement appelant l'émission de cet OS dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG Travaux applicable aux marchés de travaux 2021.

En cas de retard, le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le montant est précisé au paragraphe Article 10 du CCAP.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- À la notification de la date de commencement des travaux ;
- A une modification du programme initial entraînant une modification du projet ;
- A une interruption ou ajournement des travaux ;
- A une modification de la masse de travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages ;
- À la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus ;
- À l'accord pour engager des travaux qui n'auraient pas été approuvés par le Maître de l'Ouvrage soit par une FTM soit par une modification de marché.

Le maître d'œuvre reste toutefois en charge de préparer ces ordres de services qui seront émis par le maître d'ouvrage.

5.4.2. Suivi de l'exécution des travaux

La direction de l'exécution des travaux incombe au titulaire qui est le seul responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et l'unique interlocuteur des entrepreneurs intervenants sur les travaux.

Il est tenu de faire respecter l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

5.4.3. Vérifications des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Le maître d'œuvre est tenu de respecter le circuit dématérialisé mis en place par le maître d'ouvrage pour le paiement des décomptes. Les modalités du maître d'ouvrage seront transmises ultérieurement.

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12 du CCAG applicable aux marchés de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur. Après vérification le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux de 2021 le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage ou à son représentant en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état de règlement la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

5.4.4. Vérifications du projet de décompte final de l'entrepreneur

Le maître d'œuvre est tenu de respecter le circuit dématérialisé mis en place par le maître d'ouvrage pour le paiement des décomptes. Les modalités du maître d'ouvrage seront transmises ultérieurement.

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux le décompte général.

Le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état de règlement la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

ARTICLE 6. OBLIGATION DU TITULAIRE

6.1. Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

6.2. Mission du mandataire du groupement

En cas de groupement, le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement de maîtrise d'œuvre vis-à-vis du maître d'ouvrage, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le maître d'ouvrage. A ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour assurer les missions de coordination portant sur les études :

- Etablir, en liaison avec les autres membres, le planning d'ensemble et en assurer sa mise à jour ;
- Informer chaque membre du groupement de toute modification du planning et contrôler son application ;
- S'assurer de l'exécution des prestations dans les délais fixés au marché de maîtrise d'œuvre ;
- Organiser les réunions nécessaires à la coordination des prestations de maîtrise d'œuvre.

Le mandataire doit également :

- Remettre, au maître d'ouvrage, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché de maîtrise d'œuvre, les documents (documents graphiques et écrits, situations de travaux, projets de décomptes, demandes d'acomptes, décomptes généraux définitifs, etc.) dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation ;
- Réunir, tout ou partie des membres du groupement, sur leur demande ou sur son initiative, chaque fois que nécessaire, pour l'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre ou pour l'examen de questions importantes telles que la proposition, la négociation et la signature d'avenants, la répartition des prestations supplémentaires, le dépassement des délais, la présentation d'un mémoire de réclamation, la défaillance d'un membre du groupement, ...
- Le cas échéant, organiser les négociations et trancher les différends au sein du groupement de maîtrise d'œuvre ;
- Répartir, s'il y a lieu, les primes et pénalités prévues au marché de maîtrise d'œuvre ;
- Le cas échéant, assurer la tenue du compte des dépenses communes ;
- Archiver les documents régissant les rapports contractuels entre la maîtrise d'ouvrage et le groupement de maîtrise d'œuvre.

6.3. Protection de l'environnement

Le contrat comporte des exigences en matière environnementale, qui sont décrites dans les programmes fonctionnels et techniques. Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché public et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché public, le titulaire est tenu de se conformer aux règles nouvelles, à compter de leur date d'effet.

Le maître d'œuvre veille lors de la passation et de l'exécution des marchés de travaux :

- à la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à la réalisation de l'opération ;
- à la prévention et à la réduction de la production des déchets ;
- à la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des travaux ;
- à la bonne exécution de collecte, transport, entreposage, tri et évacuation des déchets vers les sites les recevant ;
- à la production de tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets notamment ceux dangereux fournis par les entreprises.

6.4. Protection de la main d'oeuvre

Le titulaire doit remettre à tout moment à la demande de la maîtrise d'ouvrage :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main- d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Conformément à l'article 6 du CCAG MOE., le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

De plus, la coordination d'hygiène et de sécurité sera prévue dans les conditions de l'article 5.4 du présent CCAP.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

6.5. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG MOE.

Le titulaire devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra :

- S'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération ;
- Fournir une attestation de responsabilité civile décennale dans le mois suivant chaque déclaration d'ouverture de chantier, et à l'appui de sa demande de paiement finale ;
- Fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-MOE sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, le candidat sur le point d'être retenu ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage**, une attestation de son/leur assureur justifiant être à jour des cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'exigence de la mission.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. Le candidat fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-MOE, aucune assurance des moyens mis à la disposition ne sera demandée au titulaire du présent marché.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

6.6. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

6.7. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

ARTICLE 7. MODIFICATION DU MARCHE- CLAUSE DE REEXAMUN

7.1. Modifications non substantielles

Conformément aux dispositions des articles L.2194-1 et R.2194-7 du Code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

- Introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;
- Modifier l'équilibre économique du marché en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;
- Modifier considérablement l'objet du marché ;
- Avoir pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R2194-6 du Code de la commande publique.

En cas de services supplémentaires devenus nécessaires, il sera fait application des articles R.2194-2 à 4 du code de la commande publique.

En cas de substitution d'un nouveau titulaire, il sera fait application de l'article R.2194-6 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-5 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Conformément à l'article R.2194-7 du code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

Conformément à l'article R.2194-8 et R.2194-9 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10% du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures.

7.2. Clauses de réexamen

Conformément à l'article 26 du CCAG MOE et à l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, un avenant pourra être établi afin de tenir compte des conséquences techniques et financières d'événements fortuits, imprévisibles et exceptionnels apparaissant en cours d'exécution du marché.

Modifications par ordre de service :

Les éventuels changements ci-dessous pourront être notifiés par le pouvoir adjudicateur, par ordre de service émis par courriel avec AR ou lettre recommandée avec AR :

- **Changement de produit :** Le titulaire informera le pouvoir adjudicateur de tout changement de produit lié aux évolutions réglementaires et technologiques ou à l'extinction d'un produit impactant les prestations du marché. Il devra proposer des produits de substitution lui permettant de maintenir ses services sans augmentation de prix et avec une qualité au moins équivalente.

Cette substitution de produit ne pourra être effective qu'après transmission de la fiche technique, d'un échantillon lorsque cela est possible, et après obtention de la validation écrite du pouvoir adjudicateur. Cette validation s'effectuera par ordre de service pour formalisation du changement

- **Changement de norme ou de réglementation :** En cas de tels changements impactant les prestations, les prix pourront éventuellement être ajustés, au regard et proportion des surcoûts dûment justifiés par le titulaire et validés par le pouvoir adjudicateur. Le cas échéant, les nouveaux prix seront actés par ordre de service.
- **Conjoncture de forte évolution de prix :** En cours d'année, en cas de forte évolution de l'indice de révision des prix du marché à la hausse ou à la baisse (2% ou plus d'écart d'indice par rapport à celui de la dernière révision), chaque partie peut déclencher, sur simple demande par mail avec accusé de réception, la mise en œuvre d'une révision intermédiaire des prix selon les modalités prévues à l'article 7.3 du présent CCAP. Les prix révisés sur ces bases sont alors applicables jusqu'à la prochaine révision annuelle ou jusqu'à une prochaine révision intermédiaire déclenchée par l'une ou l'autre des parties, le cas échéant.
- **Changement concernant le titulaire du marché SANS création d'une nouvelle personne morale ou physique :** En cas de modification de siège social ou de domicile élu, de raison sociale ou de dénomination sociale, ou de modification du compte à créditer, le titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception postal. Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.
- **Autres modifications :** Toute autre modification non substantielle et sans incidence financière pourra être convenue entre les parties et actée par ordre de service.

Modifications par avenants :

- **En cas de passage de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, à la phase APD ;**
- **Modification de la clause de révision des prix du marché :** La clause de révision des prix peut être modifiée en cas de survenance d'événements qui pourraient altérer l'équilibre financier du marché, comme la disparition d'un indice de révision des prix du marché.

En cas d'extinction d'un indice de révision des prix prévu au présent CCAP, celui-ci pourra être substitué par un nouvel indice (indice très spécifique ou plus général). La formule paramétrique pourra éventuellement être réadaptée en conséquence, sans que la part fixe, le cas échéant, ne soit modifiée. A défaut d'accord des parties, les derniers prix du marché seront ceux applicables jusqu'à la fin du marché (prix fermes pour la durée restante du marché). Le changement ou le gel des prix du marché sera notifié par ordre de service.

- **Changement concernant le titulaire du marché avec création d'une nouvelle personne morale ou physique :** Lorsqu'un changement de titulaire entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, le changement de titulaire pourra éventuellement être accepté sous réserve de capacités du nouveau titulaire (cf. les dispositions de l'article R2194-6 du code de la commande publique et les justificatifs de capacité exigées des candidats lors de la mise en concurrence). Le pouvoir adjudicateur est en droit de refuser le changement.

Le nouveau titulaire s'engage obligatoirement à faire perdurer l'ensemble des droits et obligations du contrat initial. Le nouveau titulaire du marché est substitué à l'ancien titulaire pour l'ensemble de la

période d'exécution du contrat, y compris pour celle s'écoulant avant le changement. Le changement de titulaire est acté par avenant de transfert avec signature du cessionnaire et du cédant.

- **Modifications législatives, réglementaires ou fiscales**, des règles ou des normes applicables au marché, nécessitant des modifications techniques et des réajustements techniques
- **En cas d'apparition de modèles innovants** par rapport à ceux proposés par le titulaire dans son offre initiale
- **En cas de substitution de matériels/matériaux validés** par le MOE qui s'avèreraient inadaptés à l'usage, inutilisables pour des raisons de mauvaises qualités, mauvais fonctionnement répété, usure inhabituelle constatée...
- **En cas de prise en compte de nouveaux besoins (retrait, ajout ou modification de prestations sur demande du pouvoir adjudicateur)** : de nouveaux besoins, générés par exemple par des changements de méthode de travail ou par l'apparition de produits innovants, pourront être pris en compte dans la limite des dispositions prévues par le code de la commande publique. Le cas échéant, les modifications donneront obligatoirement lieu à la conclusion d'un acte modificatif du contrat signé par les deux parties (avenant). Des modifications législatives, réglementaires ou fiscales, des règles ou des normes applicables au marché, nécessitant des modifications techniques et des réajustements techniques

7.3. Autres cas de réexamen

En cas de circonstances imprévisibles que des parties diligentes ne pouvaient prévoir modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, il est fait application de l'article 26 du C.C.A.G.-MOE.

ARTICLE 8. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

8.1. Prix du contrat

8.1.1. Forme du prix

Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires et provisoires, sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire annexée à l'acte d'engagement. Les prix sont révisibles selon les modalités fixées à l'article 8.1.6 du présent CCAP.

8.1.2. Contenu du prix

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

8.1.3. Enveloppe prévisionnelle et Coût prévisionnel des travaux

La partie de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est fixé à **2 780 000** euros hors TVA. Le cout prévisionnel des travaux sera déterminé à l'issue de la phase APD.

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 % hors évènement affectant la réalisation du marché conformément aux dispositions des articles R. 2194-2, R. 2194-5, R. 2194-7 et R. 2194-8 du code de la commande publique.

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majorés du produit de ce coût par le taux de tolérance.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre reprend gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

8.1.4. Coûts de référence

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation : **le coût de référence**.

Ce coût est obtenu en divisant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index TP01 (**Index général tous travaux**) pris respectivement au mois M0 des offres travaux (**dernier indice connus du mois de la réception des offres travaux**) et au mois M0 des études du contrat de maîtrise d'œuvre (**dernier indice connus du mois de remise de l'APD**).

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur. Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer la consultation sans suite avec relance.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 7 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre établit un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 10 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou d'engager une nouvelle négociation.

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Une décision fixe le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter. Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 correspondant au mois de remise des offres ayant permis la passation des contrats de travaux.

Le coût de réalisation des travaux est assorti **d'un taux de tolérance**. Ce taux de tolérance est de **3 %**.

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance.

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

Si, en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus, hors travaux modificatifs, dépasse le seuil de tolérance, une retenue est appliquée par le maître d'ouvrage. Cette retenue est égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par 2 fois le taux rémunération fixé dans l'acte d'engagement.

Cette retenue ne peut excéder 15% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

8.1.5. Forfait de rémunération

8.1.5.1. Forfait provisoire de rémunération

Le forfait de rémunération est fixé à l'acte d'engagement. **Il est provisoire, pour l'ensemble des missions de base uniquement, jusqu'à l'avant-projet définitif.** Ce forfait devient définitif par avenant à l'issue de l'APD. Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors la passation du marché tels que :

- Le contenu de la mission fixée par le CCAP et le CCTP déterminant les conditions dans lesquelles le marché est exécuté ;
- Le programme général de l'opération intégrant les volets fonctionnels et techniques ;
- La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixés par le maître d'ouvrage ;
- Les éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles ;
- Les délais des études du maître d'œuvre et délais de vérification par le maître d'ouvrage ;
- Les modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux ;
- La durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage ;
- La continuité du déroulement de l'opération ;
- Les coûts en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre.

Ce forfait provisoire pourra être modifié en cas d'évènements affectant la réalisation du marché avant la fixation du forfait définitif, conformément aux dispositions des articles R. 2194-2, R. 2194-5, R. 2194-7 et R. 2194-8 du code de la commande publique.

8.1.5.2. Forfait définitif de rémunération

Les modalités de fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont définies à l'acte d'engagement. Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois « Mo » (mois zéro) des études.

8.1.6. Modalités de révisions des prix

En application de l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, le prix est révisable lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à trois mois.

Les prix du marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation. Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times \text{ING}(n) / \text{ING}(o)]$$

Dans laquelle :

- P(n) : prix révisé
- P(o) : prix initial réputé, établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro » Les index utilisés ont les suivants :
- ING : Index Ingénierie diffusé par l'INSEE (Missions Ingénierie et Architecture) :
 - Indice ING(n) : dernier indice connu Ingénierie ING du mois "n" **de remise des prestations;**
 - Indice ING (0) : dernier indice connu Ingénierie ING du mois **M0 soit le mois de remise de l'offre**

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur. Les révisions de prix doivent être appliquées sur chaque situation présentée.

8.2. Conditions de paiement

8.2.1. Généralités relatives aux règlement du titulaire

8.2.1.1. Régime de paiement

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R.2191-21 et R.2191-22 du Code de la Commande Publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

8.2.1.2. TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

8.2.1.3. Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants ;
- Au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

8.2.1.4. Règlement et délais de paiement

Le paiement sera effectué en créditant le compte ouvert au nom du titulaire.

Le titulaire devra avertir sans délai le pouvoir adjudicateur de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal original.

Les sommes dues sont payées en application du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 dans un délai maximum de trente jours à réception d'une facture conforme par le pouvoir adjudicateur.

8.2.1.5. Intérêt moratoire

Conformément aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points, plus une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement.

8.2.2. Modalités de règlements

8.2.2.1. Avances

Sauf en cas de refus du maître d'œuvre, titulaire du présent marché dans l'acte d'engagement, une avance doit être accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT en application des dispositions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

Dans ces conditions, l'avance est due au titulaire et/ou à ses sous-traitants admis au paiement direct. En application de l'article 11.1 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage retient l'option A.

- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique :
 - le taux de l'avance est fixé à 20 % en application de l'article A.11.1 du CCAG-MOE.
- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à :
 - à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière indiquée dans l'acte d'engagement et détaillée en annexe financière.

Si la durée globale prévisionnelle indiquée à l'acte d'engagement est inférieure à 12 mois, ce taux s'applique au montant initial toutes taxes comprises du marché.

Si cette durée est supérieure à douze mois, ce taux s'applique à une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le maître d'œuvre atteindra ou dépassera 65% du montant initial TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80% du montant initial TTC du marché.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils ont la charge est au moins égal au seuil fixé à l'article R 2191-3 du code de la commande publique.

Le versement de l'avance, dont le montant est égal à 5% du montant des prestations sous-traitées, et son remboursement sont effectués conformément des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande prévues par l'article R.2191-36 du Code de la Commande Publique. Cette garantie à première demande ne pourra pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

8.2.2.2. Acomptes

Conformément aux dispositions de l'article 11.2 du CCAG MOE, le marché prévoit le versement d'acomptes.

• Modalité de calcul de l'acompte

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé en fonction de la décomposition du prix global et forfaitaire du présent marché.

Les prestations seront réglées selon les modalités fixées ci-après :

Exécution de la mission APS	Les prestations incluses dans cet élément font l'objet d'un règlement après achèvement total de l'APS et validation prononcée par le maître d'ouvrage
Exécution de la mission APD	<p>Le règlement des prestations incluses dans l'élément Avant-projet définitif ne peut intervenir qu'après achèvement total et réception de l'élément par le maître de l'ouvrage.</p> <p>Les prestations incluses dans cet élément de mission sont réglées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 80 % : à la remise du dossier, • 20 % : à la fin du délai d'acceptation par le maître d'ouvrage.
Exécution de la mission PRO	<p>Le règlement des prestations incluses dans l'élément Avant-projet définitif ne peut intervenir qu'après achèvement total et réception de l'élément par le maître de l'ouvrage.</p> <p>Les prestations incluses dans cet élément de mission sont réglées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 80 % : à la remise du dossier, • 20 % : à la fin du délai d'acceptation par le maître d'ouvrage..
Exécution de la mission ACT	<p>Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Après validation prononcée par le maître d'ouvrage du dossier de consultation des entreprises du ou des marchés de travaux : 25 % ; • Après validation prononcée par le maître d'ouvrage du rapport d'analyse des candidatures des entreprises pour le ou les marchés de travaux : 10 % ; • Après validation prononcée par le maître d'ouvrage du rapport d'analyse des offres des entreprises à l'issue de la consultation pour le ou les marchés de travaux : 30 % ; • Après négociation ou mise au point du ou des marchés de travaux attribués : 25 % ; <p>Le cas échéant pour le ou les autres marchés de travaux non attribués (procédure infructueuse ou sans suite), après réception prononcée par le maître d'ouvrage du dossier de consultation des entreprises, des rapports d'analyse et des éléments de négociation ou mise au point du ou des derniers marchés de travaux concernés : 10 %.</p> <p>Dans le cas où aucun marché ne serait infructueux ou sans suite, ces 10 % s'ajoutent aux 25 % de la partie négociation ou mise au point du ou des dernier(s) marchés de travaux.</p>

<p>Exécution de la mission EXE / SYN</p>	<p>Les prestations incluses dans l'élément de mission EXE sont réglées, sous forme d'acomptes, sans que ceux-ci ne puissent excéder les seuils suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • À l'issue de la phase PRO et à l'achèvement de 70 % des études d'exécution nécessaires à la consultation des entreprises : 70%, • Au cours de l'avancement des travaux et à l'achèvement des études d'exécution découlant d'une coordination dimensionnelle nécessaire avec les attributaires des marchés de travaux : 20%. <p>L'équipe de maîtrise d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération pour la réalisation d'études ou de plans de la part des entreprises, hormis les éventuelles missions complémentaires confiées par le maître d'ouvrage.</p> <p>Le solde de cet élément sera réglé sur production d'un document récapitulatif l'ensemble des études, plans d'exécution, plan de synthèse, réalisés par le maître d'œuvre.</p>
<p>Exécution de la mission DET</p>	<p>Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit : En fonction du délai des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement à la durée des travaux : 85 %.</p> <ul style="list-style-type: none"> • En cas de la prolongation du fait du Maître d'œuvre, les acomptes seront réajustés aux nouvelles durées des travaux. • En cas de retard dû au maître d'ouvrage, les modalités de paiement seront revues dans les conditions de l'article 26 du CCAG MOE. <p>À la notification des décomptes généraux des marchés de travaux : 10 % ;</p> <p>En l'absence de réclamation, ou après épuisement du traitement des réclamations : 5 %.</p>
<p>Exécution de la mission AOR/GPA</p>	<p>Les prestations incluses dans l'élément de mission AOR sont réglées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • A l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 20 % ; • A la remise du dossier des ouvrages exécutés et dossier de maintenance : 40 % ; • A l'achèvement des levées de réserves : 20 % ; <p>A la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44- 1 du CCAG applicable aux marchés de travaux 2021 ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage, en application du 44.2. dudit CCAG travaux 2021 : 20 %.</p>
<p>Pour les prestations supplémentaires dont le contenu est fixé par ordre de service</p>	<p>Ces prestations supplémentaires seront réglées après leur achèvement et selon les modalités prévues dans l'ordre de service le cas échéant.</p>

Exécution de la mission SSI	<p>Les prestations incluses dans l'élément de mission SSI sont réglées sous forme d'acomptes, sans que ceux-ci ne puissent excéder les seuils suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • après réception du dossier complet en phase APS : 10 % • après réception du dossier complet en phase APD : 10 % • après réception du dossier complet en phase PRO : 20 % • en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 40,00 % • à la remise du rapport SSI : 20,00 %
Exécution de la mission OPC	<p>Les prestations sont réglées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • après réception du PRO complet: 10 % • après réception du DCE complet en phase ACT : 10 % • en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 60,00 % • à la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises 20,00 %.
Exécution des missions de Simulation Energétique Dynamique (y compris STD et note de calcul des consommations d'énergie usages spécifiques) , de calcul d'éclairage naturel et de calcul THCE-ex	<p>Les prestations sont réglées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • après réception des études en phase APS : 30 % • après réception des études en phase APD : 50 % • Après réception et mise à jour des études au stade PRO :20 %
Exécution des missions DIAG et diagnostics PEMD	<p>Les prestations incluses dans ces éléments font l'objet d'un règlement après achèvement total de la mission et réception prononcée par le maître d'ouvrage</p>

• **Montant de l'acompte**

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs ou parties d'éléments APS et APD seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération ; il sera procédé si nécessaire, à l'occasion du paiement relatif à l'élément APD à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments APS et APD.

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs.

Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique auquel il doit être annexé.

○ **État périodique :**

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission. Il sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

○ **Projet de décompte périodique :**

Le maître d'œuvre envoie au maître de l'ouvrage, son projet de décompte périodique selon l'article 11.5 CCAG MOE.

○ **Décompte périodique**

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors TVA, il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte- tenu des prestations effectuées
- Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 11 du présent CCAP.

○ **Acompte périodique**

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1) Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
- 2) L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 8.1.6 du présent CCAP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;
- 3) L'incidence de la TVA ;
- Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte. S'il modifie le projet du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

Le maître d'œuvre en accuse réception sans délai, afin de pouvoir donner une date certaine à cette réception. Passé un délai de 6 jours à compter de la date de notification, le titulaire est réputé par son silence, avoir accepté ce montant.

8.2.2.3. Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

• **Projet de décompte final et décompte final**

Par application de l'article 11.7 et suivants du CCAG MOE, le maître d'œuvre transmet sa demande de paiement finale au maître d'ouvrage après l'achèvement du marché de maîtrise d'œuvre.

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;

- b) La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que définie au paragraphe Article 10 du présent CCAP ;
- c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- d) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission. Cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

- **Décompte général et état du solde**

Il est fait application de l'article 11.8 du CCAG MOE. Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- A) Le décompte final ci-dessus ;
- B) Le récapitulatif du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- C) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- D) L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- E) L'incidence de la T.V.A. ;
- F) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes C), D) et E) ci-dessus
- G) Le récapitulatif des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde. Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre.

- **En cas de cotraitance :**

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement ;
- Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG MOE

- **En cas de sous-traitance :**

- Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage ;
- En cas de désignation de sous-traitants en cours de marché, l'acceptation du ou des sous-traitants ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage se feront dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 et R.2193-9 du Code de la commande publique

8.2.2.4. Contenu de la demande paiement

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation conformément à la décomposition des prix du marché
- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 10 du présent CCAP.
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Le taux et le montant de la tva ;
- Les montants et taux de tva légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total ttc des prestations exécutées ;
- La date de facturation.

En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique, chaque cotraitant doit fournir une facture en sus du tableau récapitulatif du mandataire

;

En cas de sous-traitants, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant ttc ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement sont libellées au nom du maître de l'ouvrage à l'adresse suivante :

Hôpital de Belnay
A l'attention de Madame Ségolène LAMOTTE
627 AVENUE Henri et Suzanne Vitrier
71700 TOURNUS

Les demandes de paiement devront être **déposées** sur le portail Chorus PRO.

- Numéro SIRET: 26710046900035
- Engagement juridique : 2025-Tournus-MO

ARTICLE 9. NATISSEMENT OU CESSIION DE CREANCE

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R2191-62 du CCP.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R2191-59 à R2191-62 du Code de la Commande publique est le Directeur du pouvoir adjudicateur ou ses représentants habilités.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

ARTICLE 10. PENALITES

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du contrat ou de la prestation concernée.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

10.1. Pénalités sur les documents d'études

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG Maitrise d'œuvre 2021, en cas de retard dans les délais maximum d'exécution **des études figurant dans l'article 3.2 du présent CCAP**, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant **par jour calendaire de retard**, dimanche et jours fériés compris, **de 100 €**, sans mise en demeure préalable. Les pénalités sont dues dès le premier euro et ne sont pas révisables.

10.2. Pénalités pour la phase travaux

Le délai maximum de vérification par le maître d'œuvre du **projet d'acompte** mensuel de l'entrepreneur est fixé à 5 jours ouvrés à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise. La date de réception par le Maître d'œuvre devra figurer sur la demande de paiement.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à 100 € sans mise en demeure préalable. Les pénalités sont dues dès le premier euro et ne sont pas révisables.

Le délai maximum de vérification du **projet de décompte final** et l'établissement du décompte général est fixé à 12 jours à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise. Ce délai comprend le délai de transmission au maître d'ouvrage à l'issue de la vérification.

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 100 € sans mise en demeure préalable. Les pénalités sont dues dès le premier euro et ne sont pas révisables.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les projets de décompte mentionnés dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe. À l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

En cas de non-respect des prescriptions du contrat, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Pénalité	Fait générateur	Montant ou mode de calcul
Dépassement de l'échéance de livraison de l'ouvrage	Dépassement du mois de 1er Août 2027	100 € par jour de retard dimanche et jours fériés compris
Dépassement du seuil de tolérance	Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.	Ce taux est égal au taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement multiplié par 2. Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant du Taux de rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.
Dépassement du délai d'instruction des mémoires de réclamation du marché de maîtrise d'œuvre	En cas de retard du maître d'œuvre dans l'instruction du mémoire de réclamation par rapport au délai prescrit par le contrat soit 20 jours à compter de la date de réception de ce dernier.	1/3000 du montant initial de l'élément de mission par jour de retard dans la transmission des éléments attendus.
Carence dans la notification des ordres de service incombant au maître d'œuvre	Retard calculé entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il a réellement été envoyé (dimanche et jours fériés compris).	1/1000 du montant du marché
Retard dans la remise des études	Retard calculé à partir des délais maximum d'exécution des missions figurant dans le présent CCAP	100 € par jour de retard
Retard d'exécution	Retard calculé à partir des délais maximum d'exécution des missions figurant dans le présent CCAP	100 € par jour de retard
Non-production des plans d'exécution par la maîtrise d'œuvre elle-même	Retard calculé à partir des délais maximum d'exécution des missions figurant dans le présent CCAP	100 € par plan et par jour
Non-respect de la procédure d'assistance à réception des ouvrages ou du calendrier de réception des ouvrages	Retard calculé à partir des délais maximum d'exécution des missions figurant dans le présent CCAP	100 € par jour
Absence aux réunions de maîtrise d'ouvrage sur convocation	Cette pénalité s'applique au(x) cotraitant(s) concerné(s) en cas d'absence de la maîtrise d'œuvre aux réunions de maîtrise d'ouvrage (en phase études et en phase travaux), sans mise en demeure et sur simple constat de l'absence.	Forfaitaire 150 €
Absence aux réunions de chantier hebdomadaires	Cette pénalité s'applique au(x) cotraitant(s) concerné(s) en cas d'absence de la maîtrise d'œuvre aux réunions de chantier hebdomadaires, sans mise en demeure et sur simple constat de l'absence.	Forfaitaire 150 €

Pénalité	Fait générateur	Montant ou mode de calcul
Etat d'acompte ne respectant pas les exigences de l'article 13.2.1 du CCAG - Travaux	En cas de transmission par le maître d'œuvre d'un état d'acompte ne respectant pas les exigences de l'article 13.2.1 du CCAG Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur retourne l'état d'acompte au maître d'œuvre pour rectification. Cette pénalité s'applique à partir de 5 états d'acompte retournés pour rectification, par état d'acompte suivant, qui ne respecteront pas les exigences de l'article 13.2.1 du CCAG-Travaux	Forfaitaire 100 €
Etat d'acompte validé par le maître d'œuvre mais comprenant des prestations non réalisées	Cette pénalité s'applique, par rapport au montant total de la facture, à tout état d'acompte établi par la maîtrise d'œuvre validant une facture comprenant des prestations non réalisées	Forfaitaire 1%
Retard dans la transmission de devis des entreprises relatifs à des travaux modificatifs	Cette pénalité s'applique, à compter du 15ème jour après la date d'établissement du devis par l'entreprise.	Journalière 50 €
Retard dans la remise du calendrier détaillé d'exécution signé par les entreprises	Cette pénalité s'applique à compter de la date de fin de la période de préparation de chantier	Journalière 50 €

ARTICLE 11. FIN DU CONTRAT

11.1. Achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement prévue à l'article 44.1 2e alinéa du CCAG Travaux 2021 ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

11.2. Arrêt de la mission de maîtrise d'œuvre

Par dérogation à l'article 31 du CCAG, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêt, provisoire ou définitif, de l'exécution des prestations du maître d'œuvre au terme de chaque élément de mission de la phase d'études. La décision d'arrêt définitif des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du contrat.

11.3. Résiliation

Le présent article déroge aux articles 27 à 32 du CCAG MOE.

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 27 et 30 CCAG MOE, la fraction des prestations déjà accomplie par le maître d'œuvre et acceptée par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire, les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG MOE, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé au présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel selon l'article 30 CCAG MOE.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

11.4. Utilisation des résultats

Il est entendu que les résultats au sens du présent marché s'entendent également, par dérogation à l'article 24.1 du CCAG MOE, des résultats et prestations qui seraient inachevés, qu'ils aient ou non été payés par le maître d'ouvrage, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le maître d'œuvre est un groupement de personnes.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par le maître d'ouvrage, de ses résultats ou prestations inachevés, en ne divulguant pas ces prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à

transférer au maître de l'ouvrage tous les résultats, prestations, travaux et ébauches de travaux réalisés en exécution du marché.

Conformément aux dispositions du CCAG, en contrepartie de la rémunération versée, le maître d'œuvre concède à titre non exclusif au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché, le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats dans les conditions fixées au CCAG ainsi que celles précisées par le présent CCAP.

Par ailleurs, au titre du présent marché, le maître d'ouvrage dispose du droit de rétrocéder aux tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits cédés dans la limite des besoins découlant du marché.

ARTICLE 12. CONFIDENTIALITE – RGPD

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions du présent paragraphe. En cas de sous-traitance, les mêmes obligations s'imposent au sous-traitant.

Chaque partie au contrat s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre partie, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du contrat,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du contrat,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre partie,

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent contrat et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 13. LITIGES ET DIFFERENDS

13.1. Règlement des différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

13.2. Règlement des litiges

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du NCPC.

Le tribunal compétent pour juger des litiges est le :

Tribunal Administratif de Dijon

22 rue d'Assas - BP 61616 - 21016 Dijon cedex

Téléphone : 03 80 73 91 00

Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr

Télécopie : 03 80 73 39 89

ARTICLE 14. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation de l'article 2 du CCAP à l'article 4.1 du CCAG MOE.
- Dérogation de l'article 3.2.1 du CCAP à l'article 15 du CCAG MOE.
- Dérogation de l'article 5.1 du CCAP à l'article 3.1 du CCAG MOE
- Dérogation de l'article 5.2.2 du CCAP à l'article 21.2 du CCAG MOE
- Dérogation de l'article 6.5 du CCAP à l'article 9.2 et à l'article 19 du CCAG MOE
- Dérogation de l'article 10 du CCAP aux articles 16.2.1, 16.2.2, 16.2.4 du CCAG MOE
- Dérogation de l'article 11.2 du CCAP à l'article 31 du CCAG MOE
- Dérogation de l'article 11.3 du CCAP aux articles 27 à 32 du CCAG MOE
- Dérogation de l'article 11.4 du CCAP à l'article 24.1 du CCAG MOE